



**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Semaine pour l'école publique

La population réitère son attachement à l'école publique et souhaite que le gouvernement participe davantage à sa valorisation

Montréal le 6 octobre 2010 – La population réaffirme son attachement à l'école publique mais estime que le gouvernement n'en fait pas suffisamment pour lui permettre de remplir adéquatement sa mission. C'est ce qui ressort d'un vaste sondage effectué par la firme Léger Marketing¹ dans le cadre de la *Semaine pour l'école publique*.

Près de 70 % des personnes interrogées disent être en accord avec le fait que le gouvernement devrait cesser le financement des écoles privées pour améliorer l'école publique. Une proportion encore plus grande, soit près de 9 personnes sur dix (88 %), estime que le gouvernement devrait investir davantage en éducation pour avoir une école publique de qualité. De plus, 62 % des personnes croient que la réforme a nui à l'école publique et 74 % des répondants pensent que l'école publique devrait revenir à un programme visant l'acquisition de connaissances.

« Depuis sa création, la FAE met de l'avant des solutions pour améliorer l'école publique, elle invite le gouvernement à remédier au sous-financement chronique du réseau public et elle décrie la réforme et ses conséquences. Ce sondage met en lumière l'attachement profond de la population pour l'école publique et indique les pistes de solution pour en poursuivre le développement. Il faut donc que s'exprime une volonté politique pour permettre à cette école publique de disposer de tous les moyens pour accomplir sa noble mission d'éducation auprès de tous les élèves, jeunes et adultes » a déclaré le président de la FAE, Pierre St-Germain.

Le sondage révèle en effet que plus de la moitié des répondants (56 %) trouvent que le gouvernement ne pose pas suffisamment d'actions pour la promotion et la valorisation de l'école publique. La très grande majorité (83 %) estime que l'État ne devrait pas se départir de ses responsabilités et affirme que le fait de mettre en place des classes spécialisées pour les enfants ayant des troubles graves d'apprentissage contribuerait grandement à l'amélioration de la qualité de l'école publique.

« Nous aurons l'occasion très prochainement d'exprimer notre point de vue sur l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage dans le cadre de la rencontre convoquée par la ministre de l'Éducation. Mais ce que révèle avant tout ce sondage c'est que les solutions que nous mettons de l'avant pour améliorer l'école publique sont largement endossées par la population québécoise. Les exigences des citoyennes et citoyens sont claires, simples et précises. Elles correspondent à ce que la FAE défend depuis sa création; une école publique forte permettant à toutes les personnes qui y travaillent et y étudient de s'épanouir pleinement » de conclure M. St-Germain.

Mon école, je l'aime publique!

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement. Ces syndicats participent activement à la *Semaine pour l'école publique* :

- Alliance des professeures et professeurs de Montréal
- Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska
- Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal
- Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais
- Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île
- Syndicat de l'enseignement de la région de Laval
- Syndicat de l'enseignement des Seigneuries
- Syndicat de l'enseignement secondaire des Basses-Laurentides
- Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie des Mille-Îles

Ces syndicats affiliés représentent quelque 32 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

– 30 –

Renseignements : Armand Dubois, conseiller – Communication et relations médias
Fédération autonome de l'enseignement
514 666-7763, poste 296 (bureau)
514 910-1754 (cellulaire)

¹ Sondages réalisés du 16 au 18 août et du 7 au 9 septembre 2010 auprès d'un échantillon représentatif respectivement de 1162 et 1028 Québécoises et Québécois.